

## Inquiétudes au Centre des finances publiques

Autant le dire tout de suite, le satisfecit du directeur départemental des Finances publiques, dont nous faisons état dans *Le Mémo* du 8 février, a eu bien du mal à passer dans les rangs de l'intersyndicale CGT/Solidaires 38, à laquelle adhèrent plusieurs agents du centre des impôts de Saint-Marcellin. Dans cet article, Philippe Leray revenait sur la grande réforme de ce début d'année 2019, le prélèvement à la source, estimant que « la mission avait été accomplie ».

### La crainte d'une fermeture progressive

C'est un autre son de cloche que font entendre les agents syndiqués. Ils expliquent : « Notre directeur départemental salue le travail technique et humain des agents des services fiscaux. Or, la réalité est tout autre. » Signe parmi d'autres, suite à un appel national à la grève, le Centre des finances publiques de Saint-Marcellin était fermé jeudi 14 février. L'intersyndicale monte au créneau : « Derrière ce discours politicien,

*c'est un vaste plan de restructuration, ou plutôt de destruction massive, qui est programmé pour les trois années à venir ! Ainsi, après la fermeture du cadastre en 2017, la ville de Saint-Marcellin perdra son service de publicité foncière, c'est-à-dire les hypothèques, en septembre 2020. Puis à l'horizon 2022, il faudra s'interroger pour le service des impôts des particuliers, le service des impôts des entreprises et la trésorerie. »*

### Tracts et pétition

C'est dans ce contexte que « la grande majorité des agents » des Finances publiques de Saint-Marcellin a décidé d'alerter la population et les élus locaux, notamment par la distribution de tracts et la signature d'une pétition.

Pour l'intersyndicale, « le compte à rebours a commencé ». Ses membres lancent un appel : « Il faut dès aujourd'hui se mobiliser pour sauver le service public de proximité et pérenniser l'accueil physique des contribuables. Ensemble, il faut dire non au 100 % de services dématérialisés



© Stéphane Perrin

Jeudi 14 février, suite à un appel nationale à la grève, le centre des impôts de Saint-Marcellin est resté fermé.

à l'horizon 2022, qui est le principe clef du programme « Action publique 2022 » lancé au mois d'octobre 2017 par le gouvernement d'Édouard Philippe. »

### Sale temps pour les services publics de proximité

Si cette « transformation » venait à se concrétiser, ce serait un nouveau coup dur en matière de services publics de proximité à Saint-Marcellin. Il faut dire que le contexte

est déjà tendu, avec une agence Pôle emploi amenée à devenir un « relais » de l'agence de Voiron. Il y a peu, la communauté de communes s'en était inquiétée, craignant « une possible réduction des horaires d'ouverture ». Depuis, la direction de Pôle emploi semble avoir apporté des éléments de réponse rassurants aux élus. En sera-t-il de même de la part de la direction des Finances publiques ?